

**Requête**  
**(relative aux demandes exclusivement financières pour des enfants**  
**issus de parents mariés ou non, cohabitants ou non, divorcés ou séparés de fait)**

A Mesdames, Messieurs, les Président et juges  
du Tribunal de la famille du Brabant wallon,

**I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**1. Requérant(e)**

- Nom : \_\_\_\_\_
- Prénom : \_\_\_\_\_
- Né(e) à : \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_
- N° Registre national : \_\_\_\_\_ Nationalité : \_\_\_\_\_
- Profession : \_\_\_\_\_
- Adresse : rue \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_
- Localité : \_\_\_\_\_
- Téléphone : \_\_\_\_\_ adresse mail : \_\_\_\_\_
- Ayant pour avocat : \_\_\_\_\_

**2. Autre parent**

- Nom : \_\_\_\_\_
- Prénom : \_\_\_\_\_
- Né(e) à : \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_
- N° Registre national : \_\_\_\_\_ Nationalité : \_\_\_\_\_
- Profession : \_\_\_\_\_
- Adresse : rue \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_
- Localité : \_\_\_\_\_
- Téléphone : \_\_\_\_\_ adresse mail : \_\_\_\_\_
- Ayant pour avocat : \_\_\_\_\_

3. Date de la séparation de fait des parents : \_\_\_\_\_
4. Date de la décision éventuelle de divorce ou de séparation de fait : \_\_\_\_\_
5. Nom, prénom, date de naissance et domicile de l'enfant ou des enfants mineurs et majeurs concernés par la présente requête :

Nom :	Prénom :	Date de naissance	Domicile :
_____	_____	_____	_____ _____ _____
_____	_____	_____	_____ _____ _____
_____	_____	_____	_____ _____ _____
_____	_____	_____	_____ _____ _____

**II. MODALITÉS (cochez)**

1. Y-a-t-il une décision judiciaire qui organise les modalités financières relatives à l'éducation et l'entretien de l'enfant ou des enfants ?
- non
- oui : laquelle ? (décision à joindre si possible)
- conventions préalables à divorce par consentement mutuel du \_\_\_\_\_
  - jugement de divorce homologuant l'accord des parties du \_\_\_\_\_
  - ordonnance de référé du : \_\_\_\_\_
  - ordonnance du juge de paix du : \_\_\_\_\_
  - jugement du tribunal de la Jeunesse/ de la Famille de \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_

2. En l'absence de décision judiciaire, avez-vous organisé à l'amiable des modalités financières pour l'enfant ou les enfants ?

- non  
 oui (lesquelles ?) :

---

---

---

3. Si elles existent, ces modalités financières sont-elles toujours respectées ?

- oui  
 non :  
- à l'égard de tous les enfants ? : \_\_\_\_\_  
- depuis combien de temps ? : \_\_\_\_\_  
- pourquoi ?

---

---

---

**III. DEMANDE DU REQUÉRANT (cochez)**

**A. Demande de voir fixer des modalités jamais prévues**

a) Perception des allocations familiales :

- par la mère  
 par le père  
 partage par moitié  
 autres modalités à préciser : \_\_\_\_\_

b) Contribution alimentaire :

- aucune contribution n'est réclamée, chaque parent assumant, pendant ses périodes d'hébergement des enfants, leurs besoins en nature ;  
 une contribution est réclamée :  
 à la mère  
 au père  
évaluée à la somme de ..... euros par mois et par enfant,  
à partir du ..... hors allocations familiales;

c) Frais extraordinaires :

1. Partage :

- par moitié
- autre partage : ..... % à charge de la mère et .....% à charge du père

2. Définition :

- Formule habituelle du tribunal :

Sauf convention ou décision judiciaire contraires, les frais extraordinaires visés à l'article 203bis, § 3, alinéa 3, du Code civil, sont limités aux frais suivants :

1. les frais médicaux et paramédicaux suivants :

- a) les traitements par des médecins spécialistes et les médications, examens spécialisés et soins qu'ils prescrivent ;
- b) les frais d'interventions chirurgicales et d'hospitalisation et les traitements spécifiques qui en résultent ;
- c) les frais et dispositifs médicaux et paramédicaux dont l'orthodontie, la logopédie, l'ophtalmologie, les traitements psychiatriques ou psychologiques, la kinésithérapie, la révalidation, les prothèses et appareils, notamment l'achat de lunettes, d'un appareil orthodontique, des lentilles de contact, des semelles et des chaussures orthopédiques, des appareils auditifs et d'un fauteuil roulant ;
- d) la prime annuelle d'une assurance hospitalisation ou d'une autre assurance complémentaire que les parents ou l'un d'entre eux doivent payer. La prime doit concerner les enfants ;

et ce :

- pour autant que les frais visés au a), b) et c) soient prescrits par un médecin ou une instance compétente;
- et après déduction de l'intervention de la mutualité, d'une assurance hospitalisation ou d'une autre assurance complémentaire.

2. les frais suivants relatifs à la formation scolaire :

- a) les activités scolaires de plusieurs jours, organisées pendant l'année scolaire, telles que les classes de neige, les classes de mer, les classes vertes, les voyages scolaires, d'études et stages ;
- b) le matériel et/ou l'habillement scolaire nécessaires, spécialisés et coûteux, liés à des tâches particulières, qui sont mentionnés dans une liste fournie par l'établissement d'enseignement ;
- c) les frais d'inscription et les cours pour des études supérieures et des formations particulières ainsi que l'enseignement non subventionné ;
- d) l'achat de matériel informatique et d'imprimantes avec les logiciels nécessaires pour les études ;
- e) les cours particuliers que l'enfant doit suivre pour réussir son année scolaire ;
- f) les frais liés à la location d'une chambre d'étudiant ;
- g) les frais spécifiques supplémentaires liés à un programme d'études à l'étranger;

et ce :

après déduction éventuelle d'allocations d'études et autres bourses d'études.

3. les frais suivants liés au développement de la personnalité et à l'épanouissement de l'enfant :

- a) les frais de garde d'enfants de 0 à 3 ans inclus ;
- b) les cotisations, les fournitures de base et les frais pour des camps et des stages dans le cadre des activités culturelles, sportives ou artistiques ;
- c) les frais d'inscription aux cours de conduite et aux examens théoriques et pratiques du permis de conduire, pour autant que le permis de conduire ne puisse pas être obtenu gratuitement par l'intermédiaire de l'école ;

4. Tous les autres frais que les parents qualifient d'un commun accord de frais extraordinaires, ou ainsi qualifiés par le juge.

❖ Nécessité d'un accord

Sauf urgence ou nécessité avérées, tous les frais visés à l'article 1<sup>er</sup> doivent faire l'objet d'une concertation et d'un accord préalable, portant tant sur l'opportunité de la dépense que sur son montant.

La condition d'un accord préalable est remplie lorsque le parent à qui la demande d'accord est adressée par envoi recommandé, par envoi recommandé électronique ou par fax s'abstient d'y répondre de l'une de ces manières dans les 21 jours, à partir du jour qui suit l'envoi. Lorsque la demande est formulée pendant les vacances scolaires d'au moins une semaine ou plus, ce délai est porté à trente jours.

❖ Règlement

§ 1<sup>er</sup>. Sauf convention ou décision judiciaire contraires, les frais extraordinaires doivent :

- être réglés trimestriellement, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre ;
- être accompagnés d'une copie des justificatifs par le parent qui demande le paiement ;
- être payés dans les quinze jours suivant la communication du décompte accompagné des justificatifs.

§ 2. Le parent qui perçoit ou bénéficie d'allocations d'études et/ou d'autres bourses d'études, d'une intervention de la mutualité, d'une assurance hospitalisation ou d'une autre assurance complémentaire, fournit à l'autre parent, dès qu'il en dispose et au moins une fois par an en septembre, un aperçu de tous les montants perçus avec copie des justificatifs.

❖ Délai de réclamation

Le Tribunal précise qu'à défaut d'avoir communiqué le décompte, accompagné des pièces justificatives, dans le délai de quinze jours après l'expiration du trimestre de l'année civile au cours duquel les frais ont été effectivement payés, le créancier sera réputé avoir renoncé à toute réclamation de ce chef pour le trimestre concerné.

Autres modalités à préciser :

---

---

---

d) Compte bancaire

Est-ce que vous demandez que le juge impose l'ouverture d'un compte bancaire auprès d'une institution agréée et destiné au paiement de tous les frais de l'enfant :

- Oui
- Non

e) Bénéfice fiscal

Dans l'hypothèse d'un hébergement alterné égalitaire, vous demandez que le bénéfice fiscal soit :

- partagé par moitié
- réparti selon d'autres modalités à préciser :

---

---

---

**B. Demande de modification des modalités fixées**

Le montant de la contribution alimentaire actuellement fixé à ..... euros est

- insuffisant.
- trop élevé.

Le requérant/la requérante sollicite

- l'augmentation,
- la diminution,

pour que la contribution alimentaire soit portée à la somme de ..... euros par mois, indexée, à partir du .....

- la suppression

Le requérant / La requérante invoque les motifs suivants à l'appui de sa demande :

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

En outre, la partie demanderesse signale que le débiteur d'aliments précité ne s'exécute pas volontairement.

En conséquence, la partie demanderesse demande d'être autorisé(e) à percevoir, dans les conditions de l'article 203 ter du Code Civil, la somme actuellement réclamée sur les revenus du débiteur d'aliments pré-qualifié ou toutes sommes dues par les tiers.

### C. Autres demandes financières éventuelles

À préciser :

---

---

---

---

---

### IV. Modes de règlement alternatifs de conflit

Le législateur belge propose aux justiciables d'autres modes de règlement des conflits familiaux.

- D'une part, les chambres de règlement amiable (CRA) où c'est le magistrat lui-même qui tente de concilier les parties, assistées de leur avocat, et les guide dans la recherche d'un accord amiable afin de solutionner en tout ou partie de leur conflit. En cas d'accord, celui-ci sera homologué par le tribunal. En cas d'échec de la conciliation, le dossier est renvoyé à un autre magistrat qui tranche alors le conflit de façon classique, sur base des conclusions et plaidoiries des avocats. Le recours à cette chambre est gratuit.
- D'autre part, il y a la médiation familiale. Il s'agit d'un processus volontaire et confidentiel par lequel le médiateur familial, tiers neutre, indépendant et impartial, soutient les parties en conflit dans la reprise d'un vrai dialogue entre elles et les aide à élaborer elles-mêmes les solutions qui leur conviennent dans le règlement de leur conflit familial. Si la médiation aboutit à un accord, les termes de cet accord peuvent être homologués par le Tribunal de la Famille et obtiennent alors la même force exécutoire qu'un jugement. Le médiateur est rétribué par les parties.
- Vous pouvez aussi vous informer sur le droit collaboratif.

Seriez-vous d'accord de recourir à un mode de résolution amiable de votre conflit ?

- Non  
 Oui



Si oui, vous souhaitez recourir à

- la médiation
- la chambre de règlement amiable (CRA)

**V. Frais de procédure (dépens)**

Vous demandez que ces frais soient :

- partagés
  - répartis selon les modalités suivantes :
- 

**Date et signature du requérant,**

---

**Les pièces suivantes sont à joindre à la requête (+ inventaire)**

- acte de naissance de chaque enfant concerné,
- certificat de domicile (ou un extrait du registre national) datant de moins de 15 jours de chacun des parents et des enfants,
- lors du dépôt de la requête en trois exemplaires (uniquement la requête), une somme de 20 € devra être payée au guichet (pas de bancontact) ou par versement au n° de compte BE52 6792 0088 7909 avec pour communication « requête + le nom des parties ».

## PERMANENCE

### DE MEDIATION FAMILIALE

La médiation familiale peut vous aider à négocier une entente à l'amiable, dans l'intérêt de tous les membres de la famille, et à réduire vos frais juridiques.

Pour vous encourager à y recourir, des permanences de médiation familiale se tiennent lors des audiences d'introduction du Tribunal de la famille du Brabant Wallon.

Le magistrat propose, s'il le juge nécessaire, aux justiciables présents de suivre un processus de médiation. Vous pouvez immédiatement en sortant de la salle d'audience vous rendre à la permanence et commencer la médiation avec le médiateur de service, en présence de vos avocats le cas échéant.

Ce premier entretien durera 1 heure maximum et sera entièrement gratuit. Si la démarche vous semble adéquate, vous pourrez choisir de poursuivre le processus au cabinet du médiateur.

L'équipe est constituée de médiateurs avocats ou non avocats, intervenants sociaux... agréés par la Commission fédérale de Médiation.

Les médiateurs agréés ont élaboré, en partenariat avec les magistrats, une charte d'intervention et un protocole de médiation uniformisé, comprenant une tarification d'honoraires.

Tous les médiateurs qui travaillent dans le cadre de la permanence ont accepté d'intervenir dans le cadre de l'assistance judiciaire.

Pour plus d'informations sur le processus de médiation, ses avantages et son déroulement, consultez le site du service fédéral justice : [www.mediation-justice.be/fr](http://www.mediation-justice.be/fr) ou le site [www.avocat.be](http://www.avocat.be)